

Actualités économiques d'Afrique de l'Ouest

Nigéria - Ghana

Semaine 51, du 16 au 22 décembre 2019

- Nigéria : Ratification du Budget avant la fin de l'année, une première depuis plus d'une décennie ; forte hausse des exportations non-pétrolières au 3^{ème} trimestre ; la BaFD approuve un prêt de 124,2 M USD pour améliorer l'accès à l'eau potable et son assainissement dans l'Etat d'Ondo ; le secteur des assurances nigérian se classerait 62^{ème} mondial en valeur de prime ;

- Ghana : Le FMI considère que le risque de surendettement du Ghana reste élevé ; conclusion d'un accord de partenariat ferroviaire avec le sud-africain Transnet.

Le chiffre de la semaine

40,3 millions

C'est le nombre de nigériens disposant d'au moins un compte bancaire et formellement enregistrés auprès de la Banque centrale sous un numéro d'identification (BVN), en décembre 2019.

Source: NIBSS

Nigéria

Ratification du Budget avant la fin de l'année, une première depuis plus d'une décennie.

[Le Président Buhari a ratifié le 17 décembre la proposition de Budget 2020](#) revue par les parlementaires, permettant le retour à un cycle budgétaire de janvier à décembre, ce qui n'était pas arrivé depuis au moins une décennie. Le Budget 2019 avait ainsi été ratifié le 27 mai dernier. Les dépenses approuvées pour 2020 de 10 594 Mds NGN (34,73 Mds USD) sont supérieures de 263 Mds NGN (862 M USD) à la proposition budgétaire initiale de l'exécutif. Les dépenses d'investissement de 2 465 Mds NGN (8,08 Mds USD) sont de 16% inférieures à celles approuvées pour 2019 mais ont été rehaussées de 320 Mds NGN (1,05 Md USD) par rapport à la proposition de l'exécutif. Les dépenses courantes de 4 843 Mds NGN (15,91 Mds USD) augmentent également légèrement. Les recettes budgétaires attendues atteignent 8 150 Mds NGN (26,72 Mds USD) soit 16% de plus que le budget précédent. A 2 280 Mds NGN (7,48 Mds USD) le déficit représente l'équivalent de 1,52% du PIB. Le service de la dette atteint 2 725 Mds NGN (8,92 Mds USD) soit 270 Mds NGN (885 M USD) de plus que la proposition initiale de l'exécutif. Enfin, le Parlement a décidé d'augmenter le prix de référence du baril de pétrole de 55 à 57 USD, tout en maintenant les autres hypothèses fixes : production pétrolière de 2,18 millions b/j, croissance du PIB de 2,93%, inflation de 10,81% et taux de change officiel de 305 NGN/USD. A noter, [le taux d'inflation au 3^{ème} trimestre 2019 a atteint 11,85%](#), en hausse continue depuis août, tirée par le prix des denrées alimentaires (+14,48%).

Forte hausse des exportations non-pétrolières au 3^{ème} trimestre.

[L'excédent commercial du Nigéria s'est accru au 3^{ème} trimestre 2019 suite à la fois à une baisse des importations \(10,8 Mds USD, -7,5% en glissement annuel\) et à une hausse des exportations \(14,70 Mds USD, +9%\)](#). La très bonne performance des ventes de biens manufacturés (19% du total), essentiellement de « métaux de base » (+2,1 Mds USD) et de « véhicules, aéronefs, navires et leurs parties » (+498 M USD), dissimule cependant la baisse en glissement annuel de l'ensemble des autres composantes : pétrole brut (71% du total, -10%), autres produits pétroliers (9% du total, -15%), biens agricoles (0,8% du total, -7%) etc. La baisse des importations a été tirée principalement par les achats d'essence (25% du total au 3^{ème} trimestre 2018, -51%) et de « véhicules, aéronefs, navires et leurs parties » (33% du total au 3^{ème} trimestre 2018, -57%). L'Inde est resté le premier client du Nigéria au 3^{ème} trimestre 2019, concentrant 15% des exportations du pays, contre 5% pour la France. De son côté, la Chine conserve sa place de premier fournisseur avec 31% des importations, contre 1,5% pour la France. Au total, l'Asie concentre 37% des échanges commerciaux avec le Nigéria : un quart de ses exportations et la moitié de ses importations.

La BafD approuve un prêt de 124,2 M USD pour améliorer l'accès à l'eau potable et son assainissement dans l'Etat d'Ondo.

[Un prêt de 124,2 M USD a été accordé par la Banque africaine de développement \(BAfD\) pour financer le projet de réforme du secteur de l'eau](#) dans la région d'Akure (Etat d'Ondo). Ce montant comprend un prêt de 20 M USD de l'*African Growing Together Fund* (AGTF). Le coût total du projet s'élève à 222,69 M USD et s'échelonne sur cinq ans, de 2020 à 2025. Le projet vise à remédier aux goulots d'étranglement existants dans l'approvisionnement en eau potable des ménages et améliorer ainsi l'accès à l'eau potable et son assainissement. Ce prêt contribuera également au financement d'infrastructures sanitaires dans les hôpitaux, les écoles et les marchés. Une fois achevé, il devrait bénéficier à plus de 1,3 million de résidents. Pour rappel, au niveau national, moins de 40% des résidents urbains au Nigéria sont approvisionnés en eau par le réseau public. Le portefeuille d'actifs de la BAD au Nigeria s'élève désormais à 4,8 Mds USD répartis en 61 opérations. Les projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement correspondent à 12,6% du portefeuille total.

Le secteur des assurances nigérian se classerait 62^{ème} mondial en valeur de prime.

[Lors du NSE Insurance Sector Forum](#), le *Nigerian Stock Exchange* (NSE) a annoncé que le Nigeria se classe au 62^{ème} rang mondial du secteur des assurances en valeur de prime. En effet, les primes nigérianes (cotisations des assurés) s'élevaient à 1,64 Md USD en 2018, soit 0,2% du volume mondial. Le taux de pénétration de l'assurance reste très faible au Nigeria à 0,3%, bien loin des 14,6% en Afrique du Sud. Surtout, ajusté à l'inflation le volume total des primes décroît depuis 2008 à raison de 1,4% par an en moyenne, selon le [rapport 2019 sur l'industrie des assurances nigérianes de la banque Coronation](#). Le NSE présente néanmoins ce secteur comme une opportunité d'investissement importante et espère voir des acteurs internationaux renforcer leur position dans le pays. L'augmentation du capital minimum requis pour les assureurs implantés au Nigeria, qui doit entrer en vigueur en juin 2020, devrait permettre la consolidation du secteur, qui compte actuellement une cinquantaine d'acteurs.

Ghana

Le FMI considère que le risque de surendettement du Ghana reste élevé.

[Suite aux consultations au titre de l'article IV menées en octobre 2019](#), le FMI a [publié une analyse de soutenabilité de la dette ghanéenne](#). D'après celle-ci, bien que la gestion de la dette se soit améliorée, le Ghana est toujours en risque élevé de surendettement. Le niveau d'endettement est passé de 59% du PIB fin 2018 à 63,1% à la fin de l'année 2019. L'assainissement du secteur bancaire et le coût budgétaire du secteur de l'énergie expliquent en partie cette dégradation. Par ailleurs, en prenant compte des engagements souverains résultant du contrat Sinohydro, qui prévoit des financements chinois en échange de bauxite, et l'endettement des entreprises publiques du secteur de l'énergie, le stock de dette publique atteint 66,5% du PIB. En outre, la part des financements non-concessionnels dans l'endettement du Ghana est de plus en plus forte, en 2019, 80% des besoins de financements ont été couverts par les marchés financiers, entraînant une hausse des taux d'intérêt. Le service de la dette externe a gonflé et absorbe aujourd'hui un tiers des revenus de l'Etat. Toutefois, le Ghana se finance correctement sur les marchés financiers et arrive à couvrir ses émissions. Le FMI rappelle l'importance de maintenir une discipline budgétaire stricte afin d'assurer la soutenabilité de la dette. Pour les trois dernières élections, le déficit budgétaire était en moyenne supérieur de 6,4 points de PIB à celui prévu dans la loi de finances. Afin d'enrayer ce phénomène, le gouvernement ghanéen a adopté une loi de responsabilité budgétaire qui interdit les déficits budgétaires supérieurs à 5% du PIB. Pour 2020, la loi de finances prévoit un déficit de 4,7%, mais qui s'élève en réalité à 6,4% en incluant le coût des secteurs bancaire et de l'énergie.

Conclusion d'un accord de partenariat ferroviaire avec le sud-africain Transnet.

[L'opérateur ferroviaire public sud-africain Transnet a conclu un accord de partenariat ferroviaire avec la Ghana Railway Company Limited et la Ghana Railway Development Authority](#) lors de la visite du Président sud-africain Cyril Ramaphosa au Ghana. L'accord prévoit la réhabilitation commune du chemin de fer de 82 km entre Takoradi, le principal port d'exportation du pays, et Tarkwa, où se situe une importante mine d'or dans la région ouest du Ghana. Les trois entités ont convenu de réhabiliter la ligne, de rénover le matériel roulant existant (locomotives et wagons), de fournir du matériel roulant supplémentaire et de former le personnel afin d'exploiter conjointement la ligne. Transnet se serait en outre engagé à collaborer avec des entreprises ghanéennes locales. [Cet accord s'inscrit dans le cadre de la relation économique forte qu'entretiennent l'Afrique du Sud et le Ghana](#). L'Afrique du Sud est en effet la deuxième destination des exportations ghanéennes (1,7 Md USD en 2018) ainsi que le troisième partenaire commercial du pays (2,1 Mds USD). De plus, la participation à 50% du sud-africain Gold Fields dans Asanko Gold Ghana, pour 185 M USD, représentait le plus gros projet d'investissement étranger au Ghana en 2018.

Retrouvez ces informations et nos alertes au quotidien sur Twitter !

 [@FR Eco Nigeria](#)

Clause de non-responsabilité – Le Service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.
